

Sans surveillance ni protection, les travailleurs de Gaza souffrent du rÃ©gime des permis

Description

Par Mohammed Zaanoun, le 25 aoÃ»t 2023

Chaque jour, des milliers de Palestiniens entrent en IsraÃ«l en provenance de Gaza avec des permis qui ne couvrent pas les soins mÃ©dicaux. En cas dâ??accident, ils nâ??ont nulle part oÃ¹ aller.



Riad al-Gul tient une photo de son frÃ¨re, Ziad, dÃ©cÃ©dÃ© dans un accident de travail en IsraÃ«l. (Mohammed Zaanoun)

Lorsque Ziad al-Gul, rÃ©sident de Gaza, a reÃ§u son permis de travail israÃ©lien tant attendu en janvier 2023, ce fut lâ??un des moments les plus heureux de sa vie.

Al-Gul, 53 ans et pÃ¨re de six enfants, gagnait Ã peine sa vie en faisant du colportage, rapportant environ 10 dollars par jour et se dÃ©battant avec plus de 11 000 dollars de dettes. Des amis lâ??ont aidÃ© Ã trouver un emploi dans une boulangerie Ã Majdal Shams, une ville situÃ©e sur le plateau du Golan occupÃ©, qui lui rapportait environ 250 NIS par jour et permettait Ã sa famille, frappÃ©e par la pauvretÃ©, de se maintenir Ã flot. Â« Tout ce quâ??il voulait, câ??Ã©tait rembourser ses dettes et

aider son fils, qui a des problÃ¨mes de santÃ© Â», a dÃ©clarÃ© son frÃ¨re, Riad.

Au bout de deux mois, al-Gul a cherchÃ© un meilleur travail en IsraÃ«l et a trouvÃ© un emploi dans une usine de transformation de lÃ©gumes prÃ¨s de la bande de Gaza. Lorsque lâ??usine a dÃ» effectuer des travaux de maintenance, lâ??employeur a donnÃ© Ã lâ??ensemble du personnel deux jours de vacances pendant la durÃ©e des travaux. Mais comme al-Gul ne voulait pas perdre ne serait-ce quâ??un seul jour de salaire, il a cherchÃ© du travail ailleurs pendant ces deux jours, et a trouvÃ© un emploi dans une autre usine dont les membres de sa famille ne connaissent pas lâ??emplacement.

Ces deux jours ont coÃ»tÃ© la vie Ã al-Gul. Dans lâ??aprÃ¨s-midi du 3 mars, le ministÃ¨re du travail de Gaza a informÃ© sa famille de son dÃ©cÃ¨s.

Â« Le ministÃ¨re nous a dit quâ??un chariot Ã©lÃ©vateur avait accidentellement laissÃ© tomber une lourde charge sur Al-Gul. Lorsque son corps a Ã©tÃ© renvoyÃ© Ã Gaza, nous avons Ã©tÃ© stupÃ©faits de constater que tous les documents mÃ©dicaux provenaient du Magen David Adom, ce qui signifie quâ??il nâ??avait pas Ã©tÃ© hospitalisÃ© et quâ??il nâ??y avait pas eu dâ??autopsie Â», a dÃ©clarÃ© Riad, en colÃ¨re. Contrairement Ã lâ??explication du ministÃ¨re, le rapport mÃ©dical indiquait quâ??Al-Gul Ã©tait mort des suites dâ??un accident vasculaire cÃ©rÃ©bral survenu sur son lieu de travail, mais il ne prÃ©cisait pas oÃ¹ se trouvait son lieu de travail et nâ??expliquait pas non plus les multiples signes de traumatisme physique sur son corps.

Un ouvrier palestinien travaille sur lâ??expansion de la colonie de Tzufim, prÃ¨s de la ville de Qalqilya en Cisjordanie, le 31 octobre 2012. (Nati Shohat/Flash90)

Â« Câ??est un non-sens absolu Â», a dÃ©clarÃ© Riad. Â« Comment un accident vasculaire cÃ©rÃ©bral peut-il rendre son visage et son dos bleus et lui briser les cÃ´tes ? Il pense que ce rapport douteux a Ã©tÃ© rÃ©digÃ© pour des raisons inavouÃ©es : Â« Ils ont dit cela afin dâ??exempter son employeur de son obligation dâ??assumer la responsabilitÃ© ou de payer des dommages et intÃ©rÃªts. La famille dâ??Al-Gul a engagÃ© un avocat en IsraÃ«l pour retrouver le propriÃ©taire de lâ??entreprise et le poursuivre en justice, sans succÃ¨s jusquâ??Ã prÃ©sent.

Â« Câ??Ã©tait un homme aimÃ©, tolÃ©rant et simple, qui a vÃ©cu et est mort dans le malheur Â», dÃ©plore Riad.

Selon Kav LaOved, une ONG israÃ©lienne de dÃ©fense des droits des travailleurs, les travailleurs des territoires occupÃ©s ne bÃ©nÃ©ficient que de peu, voire dâ??aucune protection en IsraÃ«l et leurs conditions de travail ne sont pas supervisÃ©es. Les travailleurs palestiniens, qui sont souvent employÃ©s dans des secteurs oÃ¹ le risque dâ??accident est Ã©levÃ©, comme la construction, nâ??ont aucune autoritÃ© Ã laquelle ils peuvent sâ??adresser, Ã moins que leur employeur nâ??ait un permis de travail et ne leur verse un salaire rÃ©gulier.

La plupart des travailleurs palestiniens entrent en IsraÃ«l pour une pÃ©riode dâ??une semaine ou plus, afin dâ??Ã©viter les problÃ¨mes avec les autoritÃ©s qui gÃ¨rent les points de contrÃ´le â?? et qui rejettent parfois leur permis de sortie sans avertissement. IsraÃ«l ferme les yeux sur le fait que les

permis ne permettent gÃ©nÃ©ralement pas de passer la nuit Ã lâ??intÃ©rieur de la Ligne verte ; les travailleurs sÃ©journent gÃ©nÃ©ralement dans des communautÃ©s palestiniennes en IsraÃ«l et en Cisjordanie occupÃ©e, avec plusieurs rÃ©sidents par appartement, tous essayant de rester discrets. Ils apportent des vÃªtements, des serviettes et des produits dâ??hygiÃ¨ne lorsquâ??ils entrent en IsraÃ«l ; sur le chemin du retour Ã Gaza, ils se dÃ©barrassent parfois de ces articles afin de pouvoir rapporter dâ??autres choses acquises Ã lâ??intÃ©rieur qui sont plus importantes pour eux â?? quâ??il sâ??agisse de nourriture, de jouets ou de nouveaux vÃªtements.



Des travailleurs palestiniens au point de passage dâ??Erez Ã Beit Hanoun dans le nord de la bande de Gaza, attendant dâ??entrer en IsraÃ«l pour travailler, le 13 mars 2022. (Attia Muhammed/Flash90)

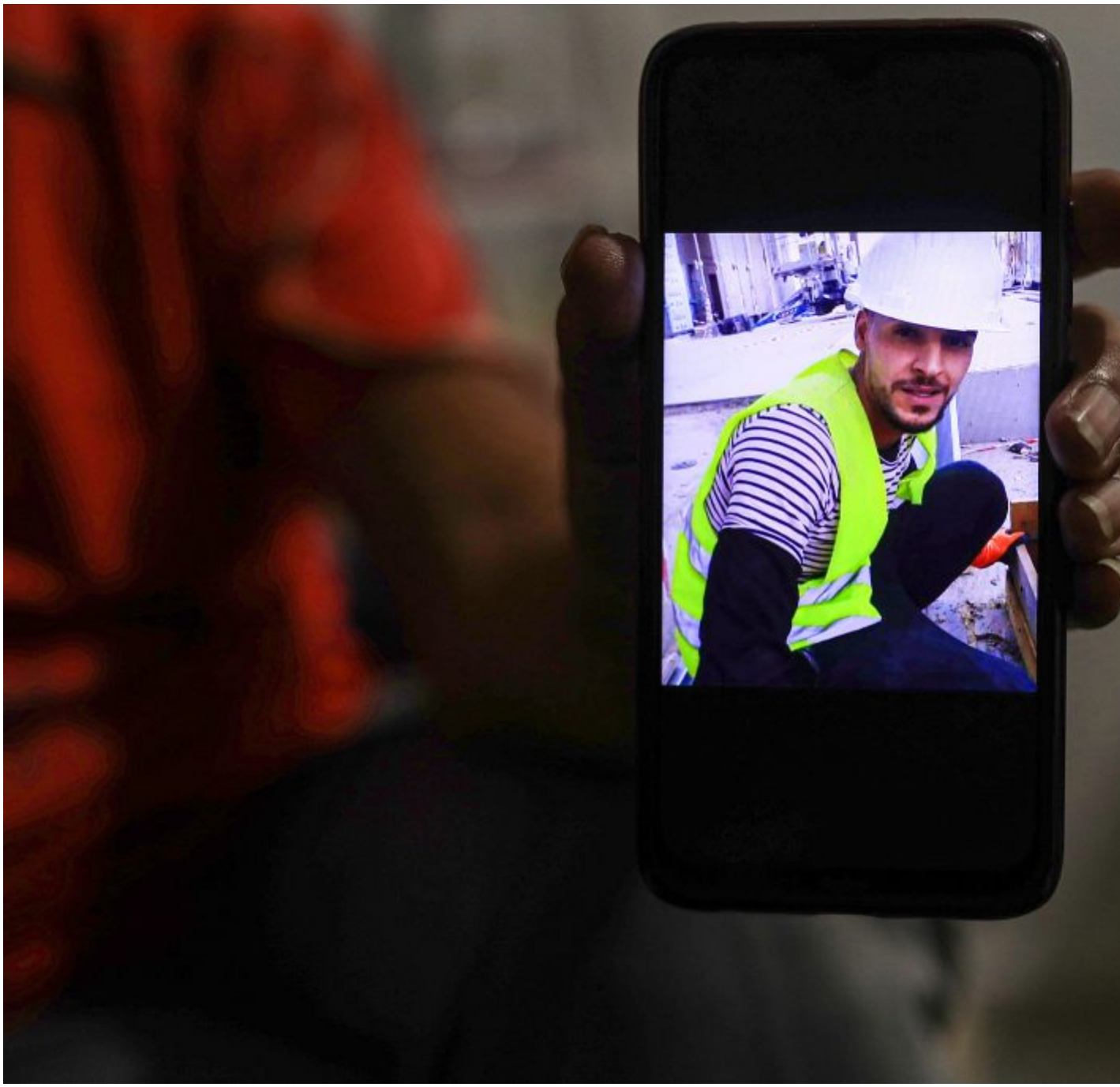
Kav LaOved est au courant des plaintes de nombreux employeurs qui exploitent les vulnÃ©rabilitÃ©s des travailleurs et le manque de surveillance afin de retarder le versement des salaires ou dâ??Ã©viter de les payer. Dans la ville dâ??Ashkelon, au sud du pays, un Â« marchÃ© aux esclaves Â» palestinien a vu le jour, frÃ©quentÃ© par des chefs dâ??entreprise qui y cherchent des travailleurs journaliers. La plupart de ces patrons renvoient les travailleurs Ã Ashkelon, dâ??oÃ¹ les Palestiniens se rendent Ã pied au point de passage dâ??Erez pour rentrer Ã Gaza â?? un trajet de plus de six miles â?? afin dâ??Ã©conomiser sur les frais de voyage.

Lorsquâ??IsraÃ«l a recommencÃ© Ã dÃ©livrer des permis de travail aux Palestiniens de Gaza Ã la fin de lâ??annÃ©e 2021, aprÃ¨s une interdiction de 15 ans, le groupe de dÃ©fense des droits juridiques Gisha, qui dÃ©fend la libertÃ© de circulation des Palestiniens dans la bande de Gaza, a publiÃ© un rapport sur les dÃ©faillances du systÃ¨me de permis et sur la faÃ§on dont il expose les travailleurs palestiniens Ã des abus et Ã la violation de leurs droits de lâ??homme et de leurs droits en matiÃ¨re de travail. Le document note Ã©galement que plus de 100 000 rÃ©sidents de Gaza ont initialement soumis des demandes lorsquâ??IsraÃ«l a recommencÃ© Ã accorder des permis de travail.

Il y a un an, Gisha et Kav LaOved ont demandÃ© conjointement au coordinateur des activitÃ©s gouvernementales dans les territoires (COGAT), lâ??organe militaire qui supervise les affaires civiles dans les territoires occupÃ©s, de clarifier les conditions dâ??emploi pour les Palestiniens de la bande de Gaza. Ils nâ??ont pas encore reÃ§u de rÃ©ponse.

Â« Je ne comprends toujours pas pourquoi ils ont tuÃ© mon fils Â»

Mahmoud Aram, 27 ans, ouvrier du bÃ¢timent Ã Khan Younis, dans le nord de la bande de Gaza, a eu la rÃ©tine endommagÃ©e Ã la suite dâ??un accident de travail survenu en 2019. Les soins mÃ©dicaux dont il avait besoin nâ??Ã©tant pas disponibles Ã Gaza, il a Ã©tÃ© orientÃ© vers un traitement Ã JÃ©rusalem.



Mahmoud Aram. (Mohammed Zaanoun)

Les conditions de vie difficiles dans la bande de Gaza ont incitÃ© Aram Ã rester en Cisjordanie aprÃ¨s son traitement, et il a fini par trouver du travail Ã JÃ©richo. Quelques mois plus tard, il travaillait frÃ©quemment en IsraÃ«l. Â« Il me disait toujours quâ??il voulait retourner Ã Gaza et se marier Â», raconte Sami, le pÃ¨re dâ??Aram. Â« Mais les conditions de vie ici ne le lui permettaient pas.

Le 8 mai 2022, Aram se trouvait dans la ville de Tulkarem, en Cisjordanie, pour se rendre Ã son travail. Selon le Centre Al Mezan pour les droits de lâ??homme, basÃ© Ã Gaza, des soldats israÃ©liens lui ont tirÃ© dessus vers 2 heures du matin au poste de contrÃ´le de Jabara, au sud de Tulkarem.

Â« Je lâ??ai appelÃ© plusieurs fois Ã 2 h 30 du matin, mais il nâ??a pas rÃ©pondu Â», a dÃ©clarÃ© Sami, la voix Ã©tranglÃ©e par les larmes. Â« Alors que je me rendais Ã la plage, jâ??ai reÃ§u un appel de son ami, qui mâ??a dit que Mahmoud avait Ã©tÃ© tuÃ©. Je ne lâ??ai pas cru. Je me suis prÃ©cipitÃ© Ã la maison, mais nous nâ??avons appris les dÃ©tails que par les mÃ©dias Â».

IsraÃ«l ayant conservÃ© le corps dâ??Aram, Al Mezan a reprÃ©sentÃ© la famille devant les tribunaux israÃ©liens et a rÃ©ussi Ã faire libÃ©rer sa dÃ©pouille au bout de trois jours. Â« Je ne comprends toujours pas pourquoi ils ont tuÃ© mon fils Â», a dÃ©clarÃ© Sami. Â« Câ??Ã©tait un citoyen pauvre qui travaillait pour gagner sa vie.

Selon Sami al-Amasi, directeur de la FÃ©dÃ©ration gÃ©nÃ©rale palestinienne des syndicats, environ 18 000 Palestiniens de Gaza travaillent en IsraÃ«l, et 13 dâ??entre eux sont morts dans des accidents du travail au cours de la seule annÃ©e Ã©coulÃ©e. Environ 16 000 dâ??entre eux sont titulaires dâ??un permis Ã©conomique, qui ne couvre pas les accidents ou les dÃ©cÃ¨s liÃ©s au travail.

Â« Ces travailleurs ne peuvent pas poursuivre les entreprises israÃ©liennes pour violation de leurs droits en raison du [type de] permis dont ils disposent Â», a dÃ©clarÃ© M. al-Amasi. Â« Un pourcentage Ã©levÃ© dâ??employeurs israÃ©liens refusent de payer les soins mÃ©dicaux dans les hÃ´pitaux israÃ©liens pour les employÃ©s de Gaza ; nâ??ayant pas dâ??autre choix, ils sont obligÃ©s de retourner Ã Gaza pour se faire soigner Â« , a-t-il poursuivi. Bien que de nombreux travailleurs de Gaza soient victimes dâ??accidents du travail, ces incidents ne sont pas enregistrÃ©s par le ministÃ¨re du travail de Gaza ou par les syndicats.

Â« Ils ne veulent pas documenter les blessures parce quâ??ils ont peur de compromettre leur permis de travail Â», a dÃ©clarÃ© M. al-Amasi. Â« Ils doivent travailler en IsraÃ«l, car le salaire journalier Ã Gaza est de 10 dollars et le taux de chÃ´mage est trÃ¨s Ã©levÃ©.

Lorsque Khaled, qui est diabÃ©tique et souffre de problÃ¨mes cardiaques, a reÃ§u son permis de travail, il a cru que sa situation financiÃ¨re intolÃ©rable allait sâ??amÃ©liorer. Il tenait un chariot de lÃ©gumes Ã Gaza, qui lui rapportait entre 5 et 10 dollars par jour, ce qui rendait difficile la survie de sa famille.

PÃ¨re de huit enfants, Khaled est parti travailler en IsraÃ«l en mars 2023, mais aprÃ¨s seulement 12 jours, son espoir sâ??est transformÃ© en dÃ©sespoir lorsquâ??il a Ã©tÃ© victime dâ??un accident de travail qui lui a causÃ© une fracture de la hanche.

Â« Nous dÃ©placions des caisses de lÃ©gumes Â», se souvient Khaled. Â« Alors que je portais une lourde caisse, je suis tombÃ© par terre et ma hanche sâ??est brisÃ©e. Je ne pouvais plus bouger. Mon employeur sâ??est moquÃ© de moi, me disant dâ??arrÃªter de faire lâ??idiot, de me lever et de continuer Ã travailler Â». Au bout dâ??un certain temps, son employeur lâ??a conduit prÃ¨s de son domicile plutÃ´t quâ??Ã lâ??hÃ´pital.

Travailleurs palestiniens dans la colonie de Kfar Eldad, en Cisjordanie occupÃ©e, le 20 janvier 2014. (Miriam Alster/FLASH90)

Â« Il a refusÃ© de mâ??emmener dans ma chambre au deuxiÃ¨me Ã©tage ; jâ??ai hurlÃ© de douleur pendant une heure jusquâ??Ã ce que deux autres travailleurs arrivent et me portent Ã lâ??Ã©tage Â», a dÃ©clarÃ© Khaled. Â« Mon employeur a refusÃ© de mâ??emmener Ã lâ??hÃ´pital pour me faire soigner et mâ??a dit que mon permis ne couvrait pas les soins mÃ©dicaux.

Khaled a passÃ© les deux jours suivants Ã agoniser, ne recevant que des analgÃ©siques. Un autre travailleur de Gaza lâ??a ensuite ramenÃ© dans la bande, oÃ¹ les mÃ©decins lui ont dit quâ??il devait soit retourner en IsraÃ«l pour y Ãªtre soignÃ©, soit rester allongÃ© sur le dos pendant 60 jours sans bouger, afin de permettre Ã son corps de guÃ©rir.

Â« Je nâ??ai pas pu obtenir de rÃ©fÃ©rence Â», a dÃ©clarÃ© Khaled, allongÃ© sur un lit en bois dans son humble maison. Â« Jâ??avais besoin de nourriture coÃ»teuse, comme du bÅ?uf, du poulet et des lÃ©gumes, ainsi que de mÃ©dicaments qui coÃ»tent 120 dollars par mois. Jâ??ai appelÃ© mon employeur et je lui ai parlÃ© de ma situation difficile, mais il ne mâ??a pas envoyÃ© un seul shekel. Bien que Khaled se rÃ©tablisse lentement, il ne peut toujours pas travailler.

Â« Pourquoi nâ??ai-je pas poursuivi mon employeur en justice ? Parce que mon permis ne couvre pas les accidents du travail et que jâ??ai peur de le perdre Â», explique Khaled. Â« Quand jâ??irai mieux, jâ??y retournerai, mÃªme avec le mÃªme permis, parce que jâ??ai une dette de 5 500 dollars Ã payer.

Mohammed Zaanoun *est un photojournaliste basÃ© Ã Gaza.*

Source : +972 Magazine

Traduction AS pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. Gaza
2. mohammed zaanoun
3. travail
4. travailleurs

date crÃ©Ã©e
2023/08/30